

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les priorités de la politique gouvernementale, notamment l'emploi, la sécurité et les finances publiques, à Paris le 3 janvier 2006.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Je vous remercie de tout coeur, cher Dominique de VILLEPIN, des voeux que vous venez de me présenter au nom du Gouvernement. A vous-même, à chacune et à chacun des ministres, je souhaite une bonne et heureuse année 2006. Je vous remercie de transmettre ces voeux à vos proches ainsi qu'à vos collaborateurs qui, à vos côtés, se dévouent jour après jour au service des Françaises et des Français.

En 2005, il y a eu le non au référendum. Il y a eu la crise des banlieues. Cela témoigne d'interrogations profondes et de tensions qui traversent la société française. Avec en arrière-plan la question de la mondialisation et les inquiétudes qu'elle suscite.

Mais, en 2005, la France a aussi marqué des points. La croissance est repartie. Nous avons enregistré de grands succès industriels. Et surtout, depuis huit mois, mois après mois, le chômage baisse. Déjà près de 160 000 chômeurs de moins.

C'est le fruit des efforts des Françaises et des Français et des réformes engagées depuis 2002. C'est la traduction de votre travail et de votre engagement, sous l'autorité du Premier ministre. On est là au coeur de la mission que je vous ai confiée. Je tiens à vous en rendre un particulier hommage.

Ces résultats nous devons mieux encore les expliquer à nos concitoyens. Je demande à chacune et à chacun d'entre-vous de le faire. C'est la clé de la confiance. C'est essentiel pour amplifier notre politique de modernisation du pays.

Car ces résultats, l'ampleur des défis à relever, tout nous encourage à accélérer notre action en faveur de la France et des Français.

Les échéances viendront à leur heure. L'expression des ambitions, qui sont parfaitement légitimes en démocratie, doivent venir elles aussi à leur heure. Aujourd'hui, notre honneur, notre exigence, c'est de redoubler d'efforts au service du pays. C'est d'être solidaires et rassemblés dans l'action. Nos concitoyens attendent cela de nous : gouverner, agir, répondre à leurs difficultés et à leurs aspirations et le faire dans la cohésion et l'unité.

La première exigence de l'action, c'est de mener à leur terme les réformes engagées. Une fois la loi promulguée, c'est là que tout commence. C'est notre responsabilité, et la responsabilité personnelle de chacune et de chacun d'entre vous, de s'assurer que ce qui a été voté ou décidé se traduise au plus tôt dans la réalité.

Cette exigence s'impose pour les "trois chantiers". Sur le cancer, sur la sécurité routière, sur l'action en faveur des personnes handicapées, nous avons fait beaucoup de progrès. Je tiens d'ailleurs à souligner que pour la première fois le nombre de tués sur les routes devrait être très certainement inférieur à 5 000, en 2005. C'est bien, mais beaucoup reste à faire pour ces chantiers. Je demande au Gouvernement de redoubler d'efforts.

Cette exigence s'impose aussi à nous s'agissant de la lutte contre la délinquance. Depuis 2002, nous avons montré qu'il n'y avait pas de fatalité à la montée de la violence.

... nous avons même qu'il n'y avait pas de retour à la normale de la situation.

Lors de la crise des banlieues, les pouvoirs publics se sont pleinement mobilisés pour faire respecter la loi et favoriser le retour à l'apaisement et au calme. Et je tiens à saluer le professionnalisme avec lequel vous vous êtes acquittés de cette tâche. Lors de ces événements, j'ai décidé le recours à la loi du 3 avril 1955. C'était indispensable pour donner aux forces de l'ordre les moyens d'agir. C'était évidemment une décision de précaution, de protection et une décision strictement temporaire. Au vu de la situation de ces dernières semaines, j'ai décidé d'y mettre fin. Nous délibérerons de cette décision, tout à l'heure, en Conseil des Ministres.

Au-delà, nous savons que face à l'insécurité beaucoup reste à faire et je sais que vous aurez à cœur de franchir des étapes décisives, pour mieux protéger nos concitoyens et assurer le respect de la loi.

Par ailleurs, j'attache la plus grande importance au renforcement de la lutte contre l'immigration irrégulière et contre les détournements de nos lois, notamment en matière de regroupement familial. C'est essentiel pour l'avenir de notre modèle d'intégration.

Approfondissement mais aussi accélération de l'action en 2006. C'est votre feuille de route. Pour l'emploi, bien sûr, avec notamment l'engagement de la réforme du financement de notre système de protection sociale, pour le rendre plus favorable à l'embauche en France.

Accélération de l'action dans le domaine de la politique industrielle, avec la priorité donnée à l'énergie et au numérique.

Accélération de l'action pour réformer et améliorer le fonctionnement de notre justice.

Accélération de l'action enfin pour faire vivre le principe d'égalité des chances et d'abord à l'école, dans l'accès aux universités et aux grandes écoles. Pour faire respirer notre société et l'ouvrir plus largement à sa diversité. Je pense notamment à l'accès à l'emploi en entreprise et dans la fonction publique. Je pense aussi à la parité qui doit encore progresser et à nos élus qui doivent être, bien plus qu'aujourd'hui, à l'image de la société.

J'aurai l'occasion de détailler ces orientations dans les prochains jours. Je veux aussi vous parler de la question des finances publiques.

Depuis 4 ans, nous avons respecté le principe de la stabilité des dépenses de l'Etat en volume. C'est sans précédent. Et nous tiendrons nos engagements européens en matière de déficits publics.

Mais face au cercle vicieux de la dette, face au risque de voir les frais de fonctionnement évincer les dépenses d'avenir, l'Etat doit retrouver des marges de manœuvre financières.

Ayez plus que jamais l'exigence de maîtrise des finances publiques. Faites des choix et utilisez les possibilités nouvelles de gestion de vos budgets ouverts par la LOLF. Inscrivez-vous dans une logique de modernisation du service public et de gestion prévisionnelle des effectifs de vos administrations.

Au-delà, la situation de nos finances publiques appelle des solutions globales, qui prennent en compte les finances de l'Etat, celles de la sécurité sociale et celles des collectivités territoriales. C'est tout l'enjeu de la conférence nationale que vous réunirez, Monsieur le Premier ministre, à la fin du mois et à laquelle j'attache la plus grande importance. Dans cet esprit, il faut nous doter d'une instance permanente de dialogue et de proposition : je souhaite la création d'un Conseil d'orientation des finances publiques. Chacun doit s'engager dans cette démarche avec un esprit ouvert et non partisan, comme nous avons su le faire avec la LOLF.

Je voudrais terminer en vous parlant de l'Europe. Les Français, en rejetant le traité constitutionnel, n'ont pas voulu dire non à l'Europe. Et l'Europe a toujours progressé en surmontant ses crises. Nous avons trouvé à Bruxelles un bon accord sur le budget de l'élargissement. Dans le respect du vote des Français, je prendrai des initiatives pour relancer la construction d'une Europe politique, d'une Europe sociale, d'une Europe des grands projets stratégiques.

Et j'attends, par ailleurs, de vous une attention personnelle et de tous les instants en ce qui concerne l'élaboration des textes européens. Les enjeux sont politiques, ils ne doivent pas être abandonnés aux seules administrations.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Accélérons notre action et d'abord pour l'emploi. Faisons vivre les valeurs de la République.

Soyons solidaires et rassemblés. C'est ce rendez-vous que les Français nous ont fixé et c'est sur cela qu'ils nous jugeront. Sachons ne pas les décevoir.

Je sais que je peux compter sur votre engagement et sur votre dévouement, au service des Françaises et des Français.

Je vous remercie.